VINGT-DEUXIEME CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (COP22)

ALLOCUTION DE S.E.M.

MAHAMADOU ISSOUFOU,

Président de la République, Chef de l'Etat

Marrakech, Le 15 novembre 2016.

Majestés, Altesses, Excellences Mesdames et Messieurs, les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

C’est un grand honneur et un privilège pour ma délégation et moi-même de participer à cette auguste Assemblée réunie dans le cadre de la vingt-deuxième Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

Je voudrais tout d’abord, à l’entame de mes propos, exprimer mes chaleureux remerciements à Sa Majesté, le Roi Mohamed VI et au peuple frère marocain, pour la légendaire hospitalité dont nous jouissons depuis notre arrivée à Marrakech, la Ville historique.

Mesdames et Messieurs ,

Nous sommes ici rassemblés en terre africaine, à un moment significatif de l'histoire de l'humanité ; car assurément, nous sommes tous déterminés à vaincre le dérèglement climatique.

En effet, moins de 12 mois nous séparent de l'adoption de l'Accord de Paris, moins de 6 mois de sa signature, et à peine quelques jours de son entrée en vigueur.

Un record historique dans le processus multilatéral!

La COP22 marque ainsi un tournant décisif dans les efforts mondiaux pour relever au plus vite le défi des changements climatiques.

Mesdames et Messieurs,

L'Afrique s'est imposée 4 priorités afin d'assurer une mise en œuvre diligente et effective de l'Accord de Paris :

Tout d'abord, nous devons accélérer la mise œuvre des engagements existants d'ici 2020, dont la ratification rapide de l'amendement de Doha au Protocole de Kyoto.

La matérialisation des actions prioritaires et urgentes pour nous pays africains, à l'instar des autres régions en développement, nécessite des ressources financières adéquates et prévisibles.

A cet effet, si la publication de la feuille de route pour mobiliser les $ 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 doit être apprécié à sa juste valeur, sa crédibilité sera jugée à l'aune de sa mise en œuvre ; d'où la nécessité d'instaurer sans délai un dialogue permanent de haut niveau afin d'accompagner le processus et asseoir la confiance de toutes les parties.

Deuxièmement, nous devons traduire les contributions nationales en plans d'investissement, programmes et projets, dans les délais les plus brefs.

Dans cette perspective nous saluons les efforts et initiatives émergents notamment le Partenariat global sur les Contributions nationales.

Troisièmement, nous devons opérationnaliser l'objectif global pour l'adaptation pour qu'enfin tous les pays en développement, et en particulier les plus vulnérables, puissent identifier, communiquer, et entreprendre des actions concrètes en rapport avec les considérations d'augmentation de la température.

En dernier lieu, nous accordons une attention particulière à ce que le processus de développement des règles et modalités d'application de l'Accord prennent en compte les capacités respectives de nos pays, et par conséquent les flexibilités nécessaires à leur pleine participation.

Mesdames et Messieurs,

L'Afrique fait face à deux paradoxes fondamentaux dans la lutte contre le dérèglement climatique.

Premièrement, en dépit de son plus grand potentiel en sources d'énergie renouvelable, l'accès aux services énergétiques de base y est le plus faible.

Deuxièmement, tout en ayant contribué le moins à la création du phénomène qui nous assemble ici, elle en paie au quotidien, le plus lourd tribut.

Nous souffrons de cette injustice, mais nous n'acceptons pas, nous n'accepterons jamais d'en être les victimes consentantes.

Notre continent est engagé à se battre et à faire face, notamment en prenant des mesures ambitieuses et indispensables pour son développement suivant une trajectoire de durabilité.

L'Afrique a ainsi lancé ***l'Initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables*** à la COP21, afin de garantir un accès universel à toutes ses filles et ses fils à l'horizon 2030 avec 300 giga-watts de capacité d'énergies renouvelables. Elle s'engage davantage à réaliser de façon prioritaire 10 giga-watts d'ici 2020.

L'aboutissement de ces objectifs ne sera pas aisé ; car le Continent devra doubler la capacité totale d'à peine 150 GW, uniquement par l'intermédiaire des énergies propres.

L'Afrique à la COP21 a également lancé l'***Initiative africaine pour l'adaptation continentale*** visant à soutenir tous les pays africains afin de pouvoir riposter efficacement face à la hausse des impacts climatiques, et à traiter les pertes et préjudicies causées.

Ici à Marrakech, l'Afrique entreprendra de nouvelles initiatives; dans l'adaptation de son agriculture, la résilience de son économie océanique, ou encore, dans le renforcement de ses capacités.

Tous ces efforts s'inscrivent dans « ***la nouvelle diplomatie climatique*** » du Continent ; qui est de prêcher par l'exemple, construire des partenariats concrets et permettre au processus multilatéral d'être plus pertinent.

Ces efforts témoignent du leadership africain; mais ils sont aussi le résultat d'une volonté résolue et durable.

Nous saluons la contribution de nombreux partenaires dans ces initiatives, celle déjà en cours et celle en développement, y compris le soutien précoce apporté par la Suède, les engagements de $ 10 milliards de dollars pris à la COP21 par les pays développés pour l'énergie renouvelable en Afrique et d'importantes contributions faites notamment par la France, l'Allemagne et l'Union Européenne.

C'est aussi l'occasion de reconnaître la solidarité internationale entre pays en développement, notamment de la Chine, de l'Inde, de l'Arabie Saoudite.

Mesdames et Messieurs,

Soyons fiers de ces succès majeurs enregistrés mais soyons également conscients de l'ampleur du défi à relever puisque nous restons loin de la trajectoire des 2 degrés, a fortiori 1,5 Celsius.

Nos engagements actuels nous placent en effet sur une trajectoire d'un réchauffement de la planète au-delà de 3 degrés Celsius.

Assurer une augmentation significative de la part de l'adaptation dans l'effort de mobilisation des $ 100 milliards de dollars et que le Fonds d'Adaptation serve effectivement l'Accord de Paris et qu'il soit adéquatement dotés en ressources financières ; ou encore, atteindre un niveau de reconstitution en fin 2017 du Fonds Vert Climat

porté à au moins $ 20 milliards afin de prendre en compte les besoins urgents des pays en développements sont autant de revendications légitimes

Cependant, nous devons redoubler d'efforts pour que nos enfants et nos petits enfants héritent d'un monde plus sûr. Nous avons une responsabilité historique et nous devons l'assumer ici à Marrakech en terre africaine.

C'est pourquoi nous devons préparer avec rigueur la prochaine occasion que nous aurons de faire le point sur nos progrès communs, notamment au cours du dialogue de facilitation en 2018.

En parallèle à cet événement, l'organisation d'un "Sommet sur la Finance Climatique", précédé d'une série de Dialogues de Haut Niveau impliquant l'ensemble des décideurs pour explorer les voies et moyens de hisser les flux financiers à un niveau en adéquation avec l'ampleur du défi climatique sera nécessaire.

Mesdames et Messieurs

Le Niger, fait partie des pays ayant ratifié l'Accord de Paris ; ce qui témoigne de sa volonté à mettre en œuvre ses contributions nationales. Cette vision s'adosse au renforcement de nouvelles politiques publiques plus résilientes qui ont fait leur preuve sur le terrain, notamment notre politique agricole, l'Initiative 3N, ***"Les Nigériens Nourrissent les***

Nigériens" dont les succès ont permis d'éviter que les sécheresses ne soient synonymes de famine. Fort de ce capital de bonnes pratiques le Niger entend également mettre l'accent sur les énergies renouvelables ; l'énergie hydraulique à travers la construction de barrages hydroélectriques dont celui de Kandadji.

Sur le plan de la protection de l'environnement, nous augmenterons les aires protégées, intensifieront la récupération et la réhabilitation des terres agricoles et forestières.

Assurément, mon pays est résolu à assumer ses responsabilités de manière ambitieuse et pionnière. L'intégration du climat dans la planification du développement est une nécessité absolue pour la survie de nos écosystèmes et populations.

Et pourtant, au Niger, comme partout en Afrique et dans la majorité de pays en développement, ces actions pourraient être vaines car insuffisantes aux yeux de la science pour aboutir à un monde plus sûr tant que ceux qui ont la plus grande responsabilité dans la cause du dérèglement climatique et le plus de capacités pour résoudre ce problème, n'assumeront pleinement leur part du fardeau.

Ici à Marrakech, en terre africaine, terre de sagesse ancestrale, l'histoire retiendra que nous avons célébré ce jour où nous avons su taire nos différences respectives afin de préserver le bien commun le plus précieux que nous avons tous en partage : la vie sur terre.

Ce bien le plus précieux, nous l'avons reçu en héritage et devons le préserver pour les générations futures.

Le Chemin vers un monde résilient au dérèglement climatique et sobre en carbone, préalable au développement durable et équitable pour tous, est encore long.

Il sera tumultueux, étroit et éprouvant mais notre foi demeurera inébranlable à chaque fois que nous nous souviendrons de MARRAKECH.

Que le Tout Puissant nous assiste et préserve notre Planète.

Je vous remercie de votre aimable attention.